

## *After Lisbon what next ?*

### **Compte-rendu de la conférence de Sylvie Goulard à la MFO, par Guilhem Andrieu**

Le Mouvement Européen de l'Oxfordshire et la Maison Française ont organisé la récente venue de Sylvie Goulard, présidente du Mouvement Français Européen. Ancienne conseillère politique de Romano Prodi à la Commission Européenne, elle est actuellement professeur au Collège d'Europe, à Bruges, et chercheuse associée au CERI. L'objet de sa conférence portait sur le Traité de Lisbonne, approuvé par le Conseil Européen le 19 Octobre 2007, mais qui nécessite à présent la ratification de chacun des Etats membres. Le traité, né après l'échec de ratification de la Constitution Européenne, redéfinit un nouveau cadre institutionnel, encourageant les procédures de codécision (système de majorité qualifiée), favorisant une plus grande participation des Parlements nationaux, délimitant de nouveaux champs d'action communs (énergie, justice, défense,...).

Mais déjà Sylvie Goulard regrette les différences de développement entre les divers Etats membres, en particulier entre les pays nordiques et les nouveaux Etats membres, malgré le partage d'expériences et l'échange de conseils. Les dernières crises financières, la place du politique dans la mondialisation, le manque de compétitivité des firmes européennes la rend inquiète quand à l'avenir de l'Union Européenne. Celle-ci doit enfin se donner les moyens de sa politique et améliorer sa visibilité. En effet, l'Union manque toujours de grands leaders nationaux capables d'insuffler une réelle ferveur politique des citoyens européens et de les rendre plus concernés par les décisions de Bruxelles. Les récentes expériences de démocratie directe, tels les référendums pour la ratification du projet de Constitution Européenne ont souffert d'un manque de clarté, et l'issue du vote en Irlande concernant l'adoption du Traité de Lisbonne s'annonce elle aussi très incertaine. Dans cette même perspective de visibilité, une diplomatie commune à tous les membres de l'UE serait le moyen selon Mme Goulard de peser réellement sur l'échiquier géopolitique mondial, et gérer les conflits européens sans intervention extérieure (citant l'échec européen en Yougoslavie et la signature des Accords de Dayton sans l'Union Européenne).

L'Union Européenne arriverait à une étape cruciale de sa construction, et est confrontée à des choix capitaux. Doit-elle regarder vers l'extérieur ou plus se tourner vers ses citoyens au risque de paraître protectionniste ? La Turquie doit-elle intégrer l'Union Européenne ? Comment adopter des positions communes et ainsi imposer des choix contraires à ceux d'Etats souverains ? L'Union Européenne fut créée, par des hommes très « internationaux » (De Gasperi, Schumann,..) pour défendre des valeurs communes et faire respecter la paix. Ce souhait de « construire l'Europe pour un monde meilleur » se base sur une même expérience de luttes sociales, et à présent un cadre juridique supranational commun. De l'extérieur, l'Europe ne peut être perçue comme puissante que lorsqu'elle paraît organisée, soudée. Les divisions sur la question de la Turquie sont révélatrices des progrès à effectuer en ce domaine. L'ouverture de l'Union Européenne aux Turcs, au-delà de possibles clivages religieux, culturels peut être pensée à condition de s'assurer que ce que l'UE propose soit bénéfique pour le nouvel Etat membre et réellement désirée, à l'instar de l'entrée de l'Espagne en 1986.